



PREFET DU HAUT-RHIN

Direction Départementale des Territoires  
du Haut-Rhin  
Service de l'Eau, de l'Environnement  
et des Milieux Naturels  
Bureau Nature, Chasse, Forêt  
et Politique des Déchets

## **ARRETE**

**N° 2013203-0013 du 22 juillet 2013**

**Portant autorisation à la Société SABLIERES ET TRANSPORTS FRIEDRICH S.A.,  
d'exploiter une installation de stockage des déchets inertes  
pris en application de l'article L. 541-30.1  
du Code de l'Environnement**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le règlement (CE) du Parlement Européen et du Conseil n° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- Vu** le Code de l'Environnement, et notamment son article L.541-30-1, les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;
- Vu** l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
- Vu** l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes, modifié par l'arrêté du 12 mars 2012 ;
- Vu** la modification du plan d'occupation des sols de la Ville de CERNAY approuvé en date du 30 novembre 2012, portant notamment sur le règlement de la zone Nda-I ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013 049-0023 du 18 février 2013, portant délégation de signature à M. Alain AGUILERA, Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin ;
- Vu** la demande d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes de la Société SABLIERES ET TRANSPORTS FRIEDRICH S.A. en date du 23 septembre 2011 ;
- Vu** la notice complémentaire à la demande d'autorisation d'exploiter remise par le pétitionnaire en date du 8 mars 2013 ;
- Vu** les avis des services de l'Etat intéressés ;
- Vu** l'avis du Maire de la Ville de CERNAY rendu en date du 14 mars 2012, également compétent en matière d'aménagement et d'urbanisme ;
- Vu** les avis du Président du Conseil Général du Haut-Rhin rendus aux dates du 1er décembre 2011 et du 18 septembre 2012 ;

.../...

**Considérant** que le projet porte sur le remblaiement d'une ancienne carrière en eau dont l'exploitation est arrêtée depuis le 2 avril 2004 et qui a fait l'objet d'un procès-verbal de récolement en date du 1er septembre 2004 ;

**Considérant** la qualité des eaux de la nappe phréatique, impactée par la pollution historique issue des terrils de l'Ochsenfeld rendant impropre tout aménagement du plan d'eau ;

**Considérant** la demande du Conseil Général du Haut-Rhin portant sur le tri préalable des matériaux inertes et à la limitation de la granulométrie à moins de 100 mm ;

**Considérant** la proposition de l'exploitant relative à la procédure d'acceptation des déchets inertes, des modalités de contrôle permanent des déchets inertes entrants et du dispositif de surveillance des eaux souterraines ;

**Considérant** la proposition complémentaire de l'exploitant relative à la création d'une zone humide de 1,65 ha en fin d'exploitation et à la mise en place d'un programme d'aménagements pour le maintien des espèces faunistiques et floristiques protégées, en partenariat avec un prestataire qualifié ;

**Sur proposition** du Chef du Service de l'Eau, de l'Environnement et des Espaces Naturels à la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin,

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup> :

La Société Sablières et Transports FRIEDRICH, dont le siège social est situé Rue de Schweighouse à 68700 CERNAY, et dont l'adresse postale est : Sablières MICHEL S.A., 150 rue de Pfstatt, B.P. 60046 à 68261 Kingersheim, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à Cernay, rue de Schweighouse, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

### Article 2 :

La surface foncière affectée à l'installation est de 9 hectares, 36 ares et 72 centiares. Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

(Cf annexe V : plan parcellaire)

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m <sup>2</sup> )	Surface affectée au stockage de déchets (m <sup>2</sup> )
		Section	Numéro		
CERNAY	Schweighauserweg	59	49	14.786	13.350
			50	1.814	1.680
			51	2.483	400

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation  (m²)	Surface affectée au stockage de déchets  (m²)
		Section	Numéro		
CERNAY	Schweighauserweg	60	1	1.381	1.280
			2	3.000	2.790
			3	1.891	1.760
			4	1.887	1.750
			5	1.900	1.770
			6	3.827	3.560
			7	1.928	1.795
			8	1.929	1.795
			9	1.818	1.690
			10	1.800	1.675
			11	1.819	1.695
			12	3.649	3.400
			13	1.844	1.720
			14	7.933	7.390
			15	3.090	2.890
			16	1.237	1.150
			17	2.415	2.250
			18	3.186	2.970
			19	1.275	1.190
			20	2.980	2.780
			21	2.070	1.930
			22	2.087	1.945
			23	2.086	1.945
			24	2.547	2.375
			25	1.897	1.770
			26	1.902	1.775
			27	1.888	1.760
			28	5.091	4.750
			30	4.223	1.220
TOTAL				93.672 m²	82.200 m²

### Article 3 :

L'exploitation est autorisée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera assurée suivant les conditions et prescriptions décrits à l'annexe I du présent arrêté.

### Article 4 :

La capacité totale de stockage est limitée à :

1.100.000 tonnes (655.000 m<sup>3</sup>) de déchets inertes, ne comprenant aucun déchet d'amiante lié à des matériaux inertes.

### Article 5 :

La quantité maximale pouvant être admise chaque année sur le site est limitée à :

170.000 tonnes (100.000 m<sup>3</sup>) de déchets inertes, ne comprenant aucun déchet d'amiante lié à des matériaux inertes.

.../...



## Article 6 : Déchets admissibles :

Les déchets inertes admissibles sur l'installation figurent sur la liste de l'annexe II du présent arrêté et leur granulométrie doit être inférieure ou égale à 100 mm, sauf pour la constitution d'un couloir central à perméabilité élevée (cf annexe I § 4.4)

En cas de granulométrie supérieure, l'exploitant a l'obligation de faire transiter les déchets par un centre de concassage ou, à défaut, il est autorisé à utiliser à titre provisoire un dispositif de concassage mobile sur le site pendant la durée de l'apport de déchets grossiers.

Les matériaux stockés issus du concassage des bétons et les matériaux de déconstruction devront être préalablement déferrailé et débarrassé des matériaux dont l'admission sur le site est non autorisé.

La destination des déchets inertes admis sur l'installation est déterminée en fonction du niveau de remblai par rapport à la nappe phréatique, selon les critères suivants :

- **Remblai de la partie en eau de la gravière**, à partir du fond actuel de la gravière jusqu'au niveau moyen de nappe haute fixé à 293,00 m NGF, déchets inertes admissibles :

CODE DECHET (*)	DESCRIPTION (*)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés Granulométrie de 100/400 mm
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
(*) – (**): voir explication des renvois à l'annexe II.		

- **Remblai de la partie hors eau de la gravière**, entre le niveau moyen de nappe haute de 293,00 m NGF et le niveau du terrain naturel, déchets inertes admissibles :

Ceux de la liste ci-dessus et les déchets inertes suivants :

CODE DECHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 02 02	Verre	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
(*) – (**): voir explication des renvois à l'annexe II.		

.../...



**Article 7 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au Maire de la Ville de Cernay et au pétitionnaire ; un exemplaire sera affiché à la Mairie de la Ville de Cernay. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

**Article 8 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**Article 9 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Départemental des Territoires et le Maire de la Ville de Cernay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

**Article 10 :**

L'exploitant fait publier, à ses frais, le présent arrêté au bureau des hypothèques de la situation des immeubles.

Fait à Colmar, le 22 JUL. 2013

Le Préfet,



Vincent BOUVIER

**ANNEXE I**  
**à l'arrêté n° 2013.203-0013.....du...2.2 JUIL 2013.....**

## **Titre I<sup>er</sup> - Dispositions générales**

### **1.1. - Définitions**

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

- **Déchets inertes :**

Déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

- **Installation de stockage de déchets inertes :**

Installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans, afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

- **Installation interne de stockage :**

Installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

- **Installation collective de stockage :**

Installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

- **Exploitant :**

Personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

- **Eluat :**

Solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

### **1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation**

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions décrites ci-après, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

### **1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

.../...

#### **1.4. - Accidents – Incidents**

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du Code de l'Environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du Code de l'Environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

#### **1.5. - Contrôles et analyses, inopinés ou non**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

#### **1.6. - Consignes**

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté et de ses annexes.

## **Titre II – Aménagement de l'installation**

#### **2.1. - Identification**

A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation,
- le numéro et la date du présent arrêté,
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants ; les inscriptions sont inaltérables.

.../...



## **2.2. - Accès à l'installation**

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante :

La clôture existante est conservée et remise en état le cas échéant. Le portail existant côté Est, dans le prolongement de la rue de Schweighouse, est conservé et sera éventuellement déplacé côté Sud au cours de la dernière phase d'exploitation.

La nouvelle entrée sera équipée d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

## **2.3. - Moyens de pesée**

A proximité de l'accès principal ou de la zone de déchargement est implanté un dispositif de pesée des déchets, muni d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de mesurer le tonnage de déchets entrants ou sortants de l'installation. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement, en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

## **2.4. - Moyens en personnel et matériels**

Lors des campagnes d'apports de déchets inertes, une personne sera affectée à la gestion du site de stockage.

A cet effet, l'installation sera pourvue d'un bungalow de chantier équipé des moyens de saisie informatique de la gestion des déchets et des données de pesée.

Le site sera desservi par un mode de télécommunication efficace, le portable étant accepté, notamment pour faciliter l'appel des services de secours en cas d'urgence.

Le bungalow sera également équipé d'un extincteur et d'un kit de dépollution d'hydrocarbures, prévu au paragraphe 6.2 de la présente annexe.

## **2.5. - Trafic interne**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 20 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

## **2.6. - Conformité de l'exploitation**

15 jours avant l'admission des premiers déchets dans l'installation, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement et lui adresse un dossier technique comprenant une analyse, par un organisme tiers, de sa conformité aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

.../...

## **Titre III – Conditions d'admission des déchets**

### **3.1. - Déchets admissibles**

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes respectant les dispositions du présent titre, dont la liste figure à l'annexe II et selon les dispositions particulières précisées à l'article 6 du présent arrêté.

### **3.2. - Dilution**

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets, dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

### **3.3. - Déchets interdits**

Sont interdits :

- les déchets contenant de l'amiante,
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ,
- les déchets non pelletables,
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent,
- les déchets de la liste de l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement qui ne figurent pas sur la liste de l'annexe II du présent arrêté.

### **3.4. - Document préalable à l'admission**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET,
- l'origine des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II du présent arrêté,
- les quantités de déchets concernées.

**Le cas échéant, sont annexés à ce document :**

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au paragraphe 3.5 ci-dessous ;
- les documents requis par le règlement du Parlement européen du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de 6 mois au maximum.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du Code de l'Environnement.

### **3.5. - Procédure d'acceptation préalable et de contrôle permanent**

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

.../...



L'essai de lixiviation sera également réalisé :

- **au titre de l'acceptation préalable :**

pour tout lot de déchets provenant d'un site contaminé ou présentant un risque de présence de substances indésirables, issus de sites industriels ou de secteur historiquement pollué ;

- **au titre du contrôle permanent :**

- pour le remblayage de la partie en eau et jusqu'au niveau 293,00 m NGF, par tranche de 4.250 tonnes (2.500 m<sup>3</sup>) de déchets inertes entrants issus d'un même site ou de sites différents ;
- pour le remblayage de la partie hors d'eau, au-dessus du niveau 293,00 m NGF, par tranche de 8.500 tonnes (5.000 m<sup>3</sup>) de déchets inertes entrants issus d'un même site ou de sites différents.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

### **3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux**

Sans objet, déchets interdits.

### **3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets**

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du document préalable visé au paragraphe 3.4 ou des documents requis par le règlement du Parlement Européen du 14 juin 2006 susvisé.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régallage des déchets, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

### **3.8. - Accusé de réception**

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET,
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II du présent arrêté,
- la quantité de déchets admise,
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées,
- l'origine des déchets,
- le motif de refus d'admission,
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets refusés, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.

### **3.9. - Tenue d'un registre**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets mentionné au paragraphe 3.8, et la date de leur stockage,
- l'origine des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement,

.../...



- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation,
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du Code de l'Environnement.

## Titre IV - Règles d'exploitation du site

### 4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
35 dB(A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Bruit ambiant > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

### 4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

### 4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières,
- la dispersion de déchets par envol.

.../...

#### **4.4. - Progression de l'exploitation**

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon le phasage suivant :

- **La première phase d'exploitation** consistera au remblayage partiel du plan d'eau à l'aide des matériaux (sables, graviers et galets) encore hors eau qui composent la rampe d'accès et la presque île actuelles.

La poursuite du remblaiement sera réalisée avec des matériaux inertes extérieurs au site de granulométrie inférieure ou égale à 100 mm et concernera d'abord la partie Nord des terrains (au plus près du lotissement). Ce sera ensuite la partie Sud des terrains qui sera remblayée, jusqu'à la cote moyenne de nappe haute du secteur d'étude fixée à 293,00 m NGF.

Au cours de cette première phase de remblaiement, il sera mis en place dans la gravière un couloir de matériau de texture grossière (béton concassé de granulométrie 100-400 mm) dans la partie centrale selon un axe Ouest-Est, qui a pour objet d'atténuer l'effet de hausse du niveau piézométrique. La largeur de la bande est égale à 50 m.

- **La seconde phase** verra le remblaiement selon une progression Nord-Sud jusqu'à la cote moyenne du terrain naturel (298,00 m NGF), avec des matériaux inertes de type loess ou limons peu perméables et autres matériaux inertes issus des chantiers du BTP de granulométrie inférieure ou égale à 100 mm.

Cette seconde phase sera réalisée en 3 tranches successives, correspondant chacune à environ 1/3 de l'aire du site, soit 3,1 ha, selon l'ordre d'exécution Nord vers le Sud.

Les terrains ainsi remblayés seront restitués à la Ville de Cernay par tranches successives.

#### **4.5. - Plan d'exploitation**

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets.

#### **4.6. - Déclaration annuelle**

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;
- la capacité de stockage restante pour les déchets inertes au terme de l'année de référence.

L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation, et le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

Il fournit en outre les rapports d'analyses des essais de lixiviation visés par le paragraphe 3.5, ainsi que les résultats des analyses d'eau visées au paragraphe 6.1 ci-après.

La déclaration annuelle comportera également le descriptif des mesures d'accompagnement mises en œuvre en application du planning décrit au paragraphe 6.3 ci-après.

La déclaration est effectuée selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

.../...



## **Titre V – Réaménagement du site après exploitation**

### **5.1. - Couverture finale**

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au paragraphe 4.4 ci-dessus. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du Code Civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de la couverture seront précisées dans le plan d'exploitation du site mentionné au paragraphe 4.5.

La couverture finale, d'une épaisseur de 1,00 m, est constituée d'une couche de fond en terre à dominante limons-loess d'épaisseur 0,70 m et d'une couche de surface en terre végétale de 0,30 m, selon un modelé déterminé conjointement avec les services techniques de la Ville de Cernay.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation initiale, complétée par la note complémentaire du 8 mars 2013.

### **5.2. - Aménagements en fin d'exploitation**

En fin d'exploitation, les terrains seront restitués à la Ville de Cernay, en vue de la création d'un parc de loisirs aménagé en « zone verte » sur l'ensemble du site.

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation initiale et complétée par la note complémentaire du 8 mars 2013.

Les aménagements du parc de loisirs, l'engazonnement et les plantations restent à la charge de la Ville de Cernay.

L'exploitant a en charge l'aménagement d'une zone humide de 1,65 ha, réalisée par la création d'une ou plusieurs dépressions topographiques de profondeur variable entre 1,00 et 2,00 m, et qui sont alimentées par la collecte des eaux de ruissellement du site aménagé, conformément au plan d'aménagement annexé au présent arrêté (cf annexe VI.).

Trois mois au minimum avant la date prévue par le pétitionnaire pour le début de l'aménagement de la zone humide, ce dernier adressera au service en charge du contrôle de l'activité, un plan d'aménagement final détaillé comportant notamment la description des dispositions prévues pour l'alimentation en eau de la zone, ainsi que les dispositions prévues pour en garantir le caractère humide.

### **5.3. - Plan topographique et documents de récolement**

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.

Ce plan figurera l'ensemble des aménagements réalisés au titre de l'exploitation, et indiquera également le positionnement des piézomètres de contrôle.

Une copie de ce plan du site est transmise au Maire de la Ville de Cernay., ainsi qu'une copie du dossier de récolement de l'exploitation comprenant le registre complet d'exploitation visé au paragraphe 3.9, accompagné des résultats d'analyses des essais de lixiviation détaillés au paragraphe 3.5 et des résultats d'analyses d'eau spécifiées au paragraphe 6.1 ci-dessous.

.../...



## **Titre VI - Dispositions supplémentaires**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les règles suivantes devront être respectées :

### **6.1. - Aménagements spécifiques : mesures de suivi de la qualité de l'eau souterraine**

Afin de déterminer l'impact réel du remblaiement sur la qualité de l'eau souterraine, un dispositif de surveillance composé de 3 piézomètres sera mis en place, implantés comme suit :

- un piézomètre de référence, implanté à l'amont hydraulique, c'est-à-dire sur le côté Ouest du site ;
- deux piézomètres de contrôle disposés en aval hydraulique, côté Est du site, le long du chemin rural prolongeant la rue de Schweighouse.

Les piézomètres de contrôle devront être régulièrement entretenus, afin de permettre un accès permanent à la nappe phréatique pour mesure ou prélèvement analytique. Ils sont pourvus d'un dispositif de fermeture de nature à garantir l'intégrité de l'accès.

L'exploitant proposera pour avis au service en charge du contrôle de l'activité l'implantation exacte des piézomètres et fera procéder à leur forage, avant le début de l'exploitation.

Les piézomètres seront crépinés entre - 9,00 et - 15,00 m/terrain naturel. Leur profondeur sera ajustée en fonction de la profondeur du niveau argileux et repéré en référence au référentiel Lambert 2 étendu.

Le programme analytique comprend l'ensemble des paramètres définis en annexe III du présent arrêté (correspondant à ceux de l'arrêté du 28 octobre 2010, majorés du fer).

La fréquence d'analyse sera semestrielle et concernera une période de basses eaux (octobre – novembre) et une période de hautes eaux (mars – avril).

La première analyse des eaux, en vue d'établir la référence « état zéro », sera réalisée avant le début de l'exploitation et portera sur les trois piézomètres, ainsi que sur le plan d'eau de la gravière. Les résultats seront joints au dossier technique visé au paragraphe 2.6.

### **6.2. - Règles d'exploitation spécifiques pour la protection des eaux**

L'exploitant prendra toutes les mesures pour maîtriser l'impact des eaux de ruissellement sur l'environnement.

Le lavage et l'entretien des engins sur le site sont interdits. L'alimentation en carburant est conditionnée à la détention d'un kit de dépollution et à sa mise en œuvre immédiate, en cas d'incident. Plus largement, l'exploitant devra préserver le site de tout rejet d'huiles et d'hydrocarbures.

### **6.3. - Mesure compensatoire au titre de la protection des espèces protégées**

En complément de l'inventaire floristique joint au dossier de demande d'autorisation, l'exploitant fera réaliser un inventaire faunistique et floristique complémentaire avant le début de l'exploitation du site par un prestataire qualifié, en vue d'établir un état initial et de dresser un calendrier prévisionnel d'interventions jugées nécessaires au maintien d'habitats favorables aux espèces présentes.

L'inventaire complémentaire et le planning prévisionnel des interventions d'accompagnement de l'exploitation seront transmis au service en charge du contrôle avant l'admission des premiers déchets, sur le site conformément au paragraphe 2.6.

### **6.4. - Commission de suivi de site**

Il pourra être créée une commission de suivi de site, à l'initiative de l'administration ou de la Ville de CERNAY, qui aura pour mission de s'assurer des bonnes pratiques d'exploitation mises en œuvre sur l'installation.

L'exploitant sera tenu d'y assister et de fournir aux membres de la commission de suivi l'ensemble des documents d'exploitation prévu à l'article 4.6 de la présente annexe.

## **ANNEXE II**

à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013

### **Liste des déchets admissibles dans l'installation de stockage**

<b>CODE DECHET (*)</b>	<b>DESCRIPTION (*)</b>	<b>RESTRICTIONS</b>
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 02 02	Verre	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(\*) Annexe II à l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.

(\*\*) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5.

### ANNEXE III

à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013

#### **Critères à analyser pour l'admission de déchets inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue au paragraphe 3.5**

#### **1. - Paramètres à analyser lors du test de lixiviation**

PARAMETRES	VALEUR LIMITE A RESPECTER (exprimée en mg/kg de matière sèche)
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Fe	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure <sup>(***)</sup>	800
Fluorure	10
Sulfate <sup>(***)</sup>	1 000 <sup>(*)</sup>
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat <sup>(**)</sup>	500
FS (fraction soluble) <sup>(***)</sup>	4 000
ph	>6
Conductivité	2.500 µS/cm

(\*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(\*\*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(\*\*\*) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

.../...



**ANNEXE III (SUITE)**  
à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013

**2. - Paramètres à analyser en contenu total**

PARAMETRES	VALEUR LIMITE A RESPECTER (exprimée en mg/kg de déchet sec)
<b>COT</b> (carbone organique total)	30 000 (**) 6
<b>BTEX</b> (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	1
<b>PCB</b> (polychlorobiphényles 7 congénères)	500
<b>Hydrocarbures</b> (C10 à C40)	50
<b>HAP</b> (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	
(**) Pour les sols, la valeur limite est portée à [X] mg/kg de déchet sec, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

## ANNEXE IV

à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013

### Modèle de déclaration annuelle prévue au paragraphe 4.6

Nom de l'exploitant	
Adresse du siège social	
Nom de l'installation	
Nom du propriétaire de l'installation	
Adresse du site de l'installation	
N° SIRET	
Code APE	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes)	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes)	
Année concernée par la déclaration	
<p><b>Eléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :</b></p> <p>Joindre les rapports d'analyses des essais de lixiviation (cf art. 3.5) et des analyses d'eau souterraine (cf art. 6.1) effectués pendant l'année considérée.</p>	

...../.....



## **ANNEXE IV (SUITE)**

à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013

[illegible]

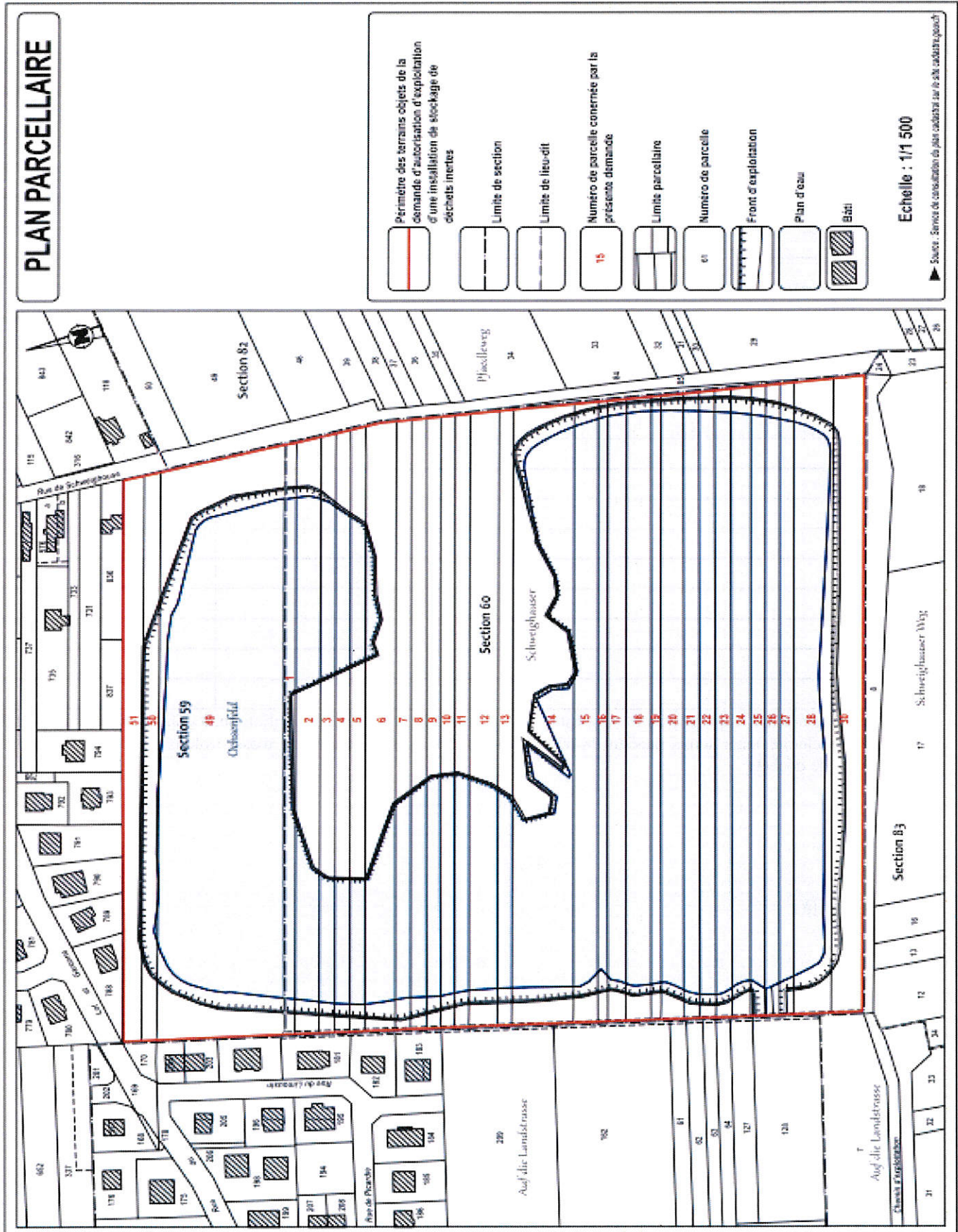
(\*) La quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Date :

Nom et qualité :

*Signature*

**ANNEXE V**  
à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013  
**PLAN PARCELLAIRE**





# **ANNEXE VI** à l'arrêté n° 2013203-0013 du 22 juillet 2013

## **PLAN DE L'ETAT FINAL**



